

Regards Citoyens

L'Open Data par et pour les citoyens

Bonnes pratiques & exemples à ne pas suivre



Benjamin Ooghe-Tabanou
Formation "Partager et utiliser des données publiques numériques"
ENA – Paris – 19 mai 2015





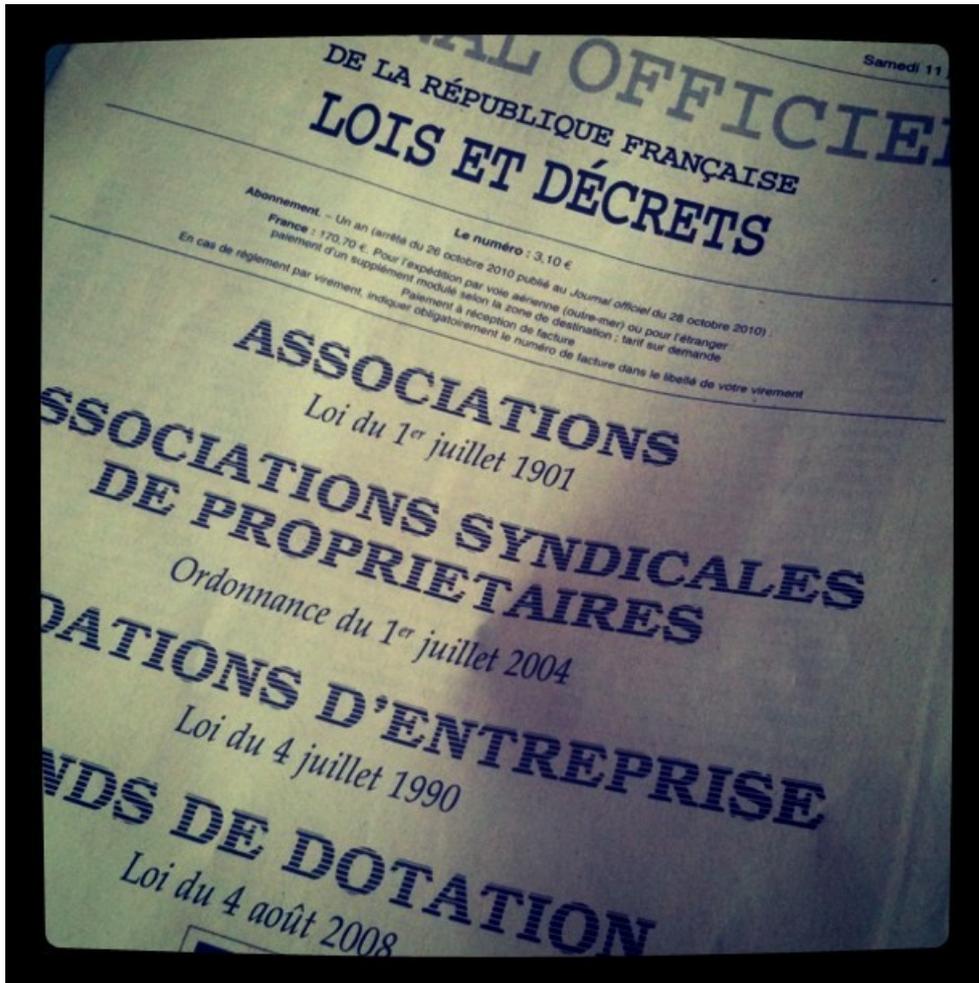
Regards Citoyens ?

- Des férus de numérique
- Qui se passionnent pour l'activité parlementaire en 2009
- Mettent leurs compétences techniques au service de cette passion
- Environ 10 membres actifs
- Entièrement bénévole (budget \approx 4000 € / an)





La démocratie, équipée pour la transparence



cc by-sa vincentwiki flickr

ASSEMBLÉE NATIONALE

Les députés | Dans l'hémicycle | Commissions et autres instances | Documents parlementaires | Europe et international | Découvrir l'Assemblée | Informations pratiques

SÉANCE PUBLIQUE
Transition énergétique : le texte revient à l'Assemblée en nouvelle lecture
Mardi 19 mai à 16h15, l'Assemblée commence l'examen en nouvelle lecture du projet de loi, modifié par le Sénat, relatif à la transition énergétique pour la croissance verte.
En savoir plus

INFORMATION
Comptes de l'Assemblée nationale pour 2014
Lundi 18 mai matin, l'Assemblée a rendu publics le rapport de certification de ses comptes par la Cour des Comptes pour l'exercice 2014 ainsi que son annexe (États financiers).
La semaine dernière avait également été mis en ligne le rapport du Collège des Questeurs à la Commission chargée de vérifier et d'apurer les comptes pour l'exercice 2014.
Voir le rapport de certification
En savoir plus

AVIS AVANT NOMINATION
Vice-présidence de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution : audition du candidat
proccenti mis vote

Le portail vidéo
La séance publique
Réunions des commissions et autres instances
Vidéos à la demande
Entrez à l'Assemblée

SÉNAT
UN SITE AU SERVICE DES CITOYENS

Travaux parlementaires | Vos sénateurs | Europe & International | Territoires | Connaître le Sénat | Espace presse

18 mai 2015 | Accessibilité | Plan du site | Alertes | Abonnez-vous | Recherche | Recherche avancée | français

À la une
Réforme de l'asile
18 mai - Le Sénat poursuit à 21h30 l'examen du projet de loi relatif à la réforme de l'asile. 107 amendements restent à examiner
Climat : quels enjeux pour les religions ?
Auditions de Pierre Moscovici et Jonathan Hill
Toute l'actualité

À venir
19 Mai. Mardi à 18h30, le soir et la nuit
Réforme de l'asile
Tout l'ordre du jour | Tout l'agenda

Consultation des élus locaux sur les conséquences de la baisse des dotations de l'État
Première visite
Vidéos Sénat
Sénat mode d'emploi
Le Sénat vote la loi et contrôle le gouvernement
Qui sont les sénateurs ?
Assister aux séances du Sénat
Le palais et le jardin du Luxembourg
L'Essentiel du Sénat

Mon Sénat
En séance
Accès rapide
Projets/propositions de loi
Rapports
Comptes rendus
Sénateurs
Séance/dérouleur en direct
Tous les dérouleurs
Questions
Agenda du Sénat



Documents ≠ Données

M. Jacques Pélissard

Jura (1^{re} circonscription)

Mandat en cours

Partager [f](#) [g+](#) [t](#)



Union pour un
Mouvement
Populaire

Commission	Membre de la commission des lois
Biographie	Né le 20 Mars 1946 à Lyon (Rhône) Avocat
Suppléant	Mme Christelle Morbois
Contact	Écrire à M. Jacques Pélissard Visiter le site de M. Jacques Pélissard
Déclaration d'intérêts et d'activités	Consulter la déclaration d'intérêts et d'activités de M. Jacques Pélissard

Actualité
Fonctions
Historique
Contact

Fonctions

Fonctions à l'Assemblée nationale [Autres fonctions](#)

Mandat

Réélu le 17/06/2012 (Date de début de mandat : 20/06/2012)

Commissions

Membre

Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

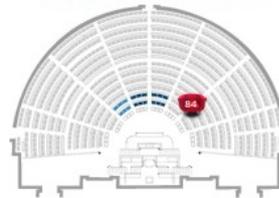
Groupes d'études

Membre

Gaz de schiste
Région du Kurdistan irakien

Place dans l'hémicycle

[Agrandir l'hémicycle](#)



Département

Jura

```
▼ <depute>
  <id>293</id>
  <nom>Jacques Pélissard</nom>
  <nom_de_famille>Pélissard</nom_de_famille>
  <prenom>Jacques</prenom>
  <sexe>H</sexe>
  <date_naissance>1946-03-20</date_naissance>
  <lieu_naissance>Lyon (Rhône)</lieu_naissance>
  <num_deptmt>39</num_deptmt>
  <nom_circo>Jura</nom_circo>
  <num_circo>1</num_circo>
  <mandat_debut>2012-06-20</mandat_debut>
  ▼ <groupe>
    <organisme>Union pour un mouvement populaire</organisme>
    <fonction>membre</fonction>
  </groupe>
  <groupe_sigle>UMP</groupe_sigle>
  <parti_ratt_financier>Union pour un Mouvement Populaire</parti_ratt_financier>
  ▼ <responsabilites>
    ▼ <responsabilite>
      ▼ <organisme>
        Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administ
      </organisme>
      <fonction>membre</fonction>
    </responsabilite>
  </responsabilites>
  ▼ <responsabilites_extra_parlementaires>
    ▼ <responsabilite>
      <organisme>Comité des finances locales</organisme>
      <fonction>membre suppléant</fonction>
    </responsabilite>
  </responsabilites_extra_parlementaires>
  ▼ <groupes_parlementaires>
    ▼ <responsabilite>
      <organisme>Groupe d'amitié france-koweit</organisme>
      <fonction>vice-président</fonction>
    </responsabilite>
    ▼ <responsabilite>
      <organisme>Groupe d'études région du kurdistan irakien</organisme>
      <fonction>membre</fonction>
    </responsabilite>
    ▼ <responsabilite>
      <organisme>Groupe d'études gaz de schiste</organisme>
      <fonction>membre</fonction>
    </responsabilite>
  </groupes_parlementaires>
  ▼ <sites_web>
    <site>http://www.jacques-pelissard.fr</site>
  </sites_web>
  ▼ <emails>
    <email>jacques.pelissard@ville-lons-le-saunier.fr</email>
    <email>jpelissard@assemblee-nationale.fr</email>
  </emails>
```



NosDéputés.fr & NosSénateurs.fr

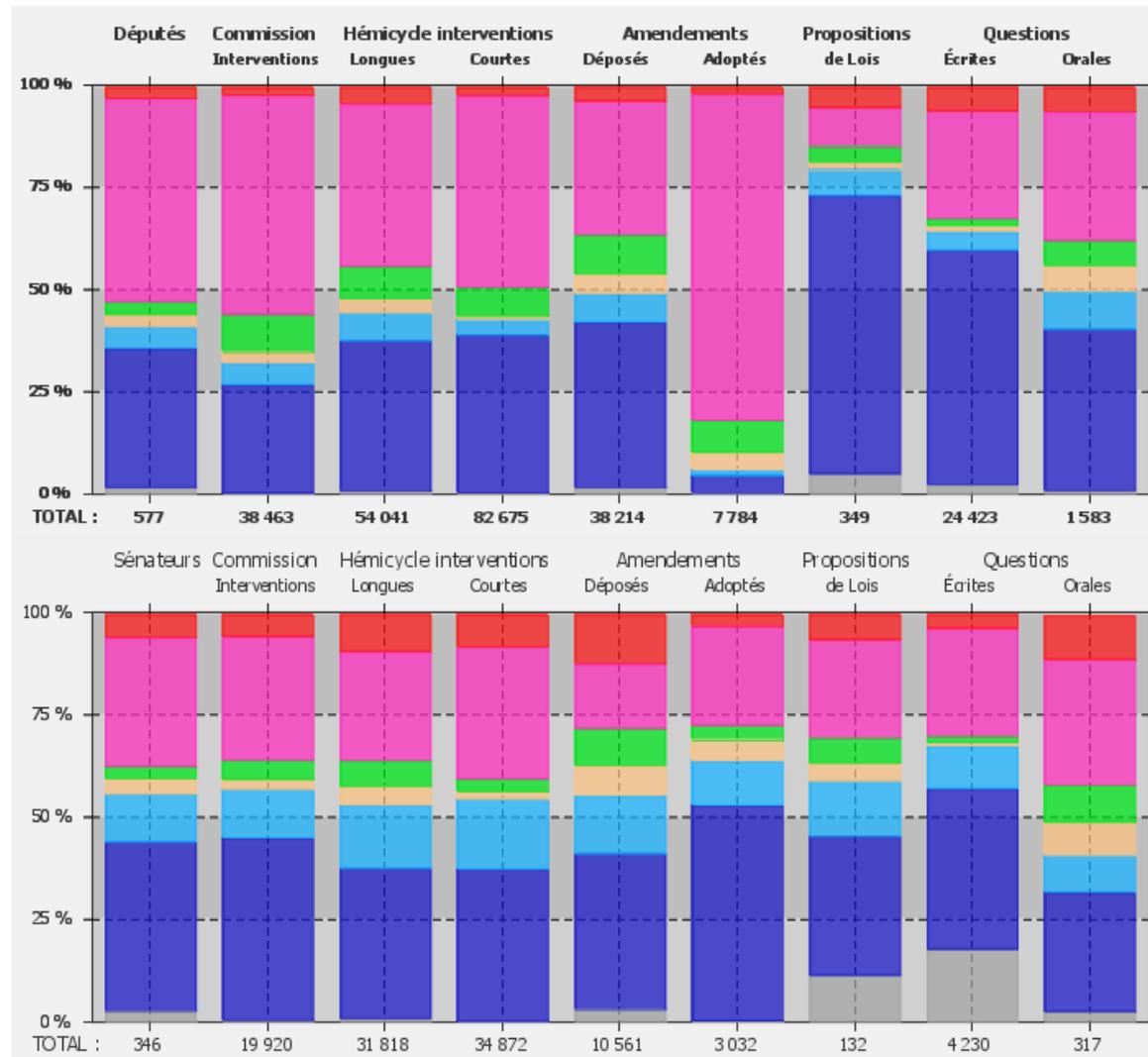
- Mettre en valeur l'activité des parlementaires à l'Assemblée nationale et au Sénat
- Utiliser un maximum de données publiques issues du JO ou des sites de l'Assemblée et du Sénat
- Mises à jour automatiques toutes les 8 heures





Une 1^{ère} approche synthétique

Députés



Sénateurs



Renouer le lien citoyens – élus

- Identifier ses élus
- Suivre leur activité
- Consulter le travail au fond
- Commenter et dialoguer

Trouver son député



Pour retrouver votre député sur le site, vous pouvez saisir son nom.

Si vous ne le connaissez pas, indiquez votre code postal ou le nom de votre commune, et nous essaierons de le trouver pour vous :

Exemples : patrick, 77840, saint-herblain, trois rivières, ...

Trouver mon député

Suivre l'activité du député



par email



par RSS



Renouer le lien citoyens – élus

Suivre l'actualité parlementaire sur un sujet précis

Résultats pour « "données publiques" OR "informations publiques" »

Affiner par date : entre septembre 2009 et novembre 2011



Résultats 1 à 20 sur 352185 triés par pertinence — trier par date

Amendement N° 247 au texte N° 2827 - Article 30 ter (Tombe)

Cet article vise à permettre de réaliser des enquêtes administratives sur les personnes demandant des licences de réutilisation des **données publiques**, afin de s'assurer qu'elles ne risquent pas de faire un usage contraire à l'ordre public de ces données. Tel qu'il est rédigé, l'article permet, potentiellement, de réaliser des enquêtes administratives sur tous les demandeurs d'**informations publiques**, quelque soit la nature des informations demandées. En effet, il vise l'article 16 de la loi du 17

Consulter

Question N° 56147 du 28/07/09 (Premier ministre) (Réponse le 29/09/09)



Lionel Tardy

promouvoir la réutilisation des **informations publiques**, a incité depuis lors chaque administration à constituer un répertoire des principaux documents et informations réutilisables qu'elles détiennent. Assistés en cela par l'APIE, six ministères ont déjà mis en ligne un répertoire des **informations publiques**. Le plan France Numérique 2012 annoncé par le Gouvernement en octobre 2008 prévoit le développement d'un portail unique d'accès aux **données publiques**. Sa conception et sa réalisation ont été confiées

S'abonner aux résultats de cette recherche



par email



par RSS

Affiner la recherche

Réinitialiser les dates

Filtrer par type de résultat

- Interventions (250097)
- Questions écrites (73201)
- Amendements (23456)
- Documents parlementaires (2567)
- Commentaires (1665)
- Députés (638)
- Dossiers (336)
- Organismes (225)

Filtrer par député

- Marc Le Fur (8367)
- Catherine Vautrin (8320)
- Marc Laffineur (7292)



Relier les éléments législatifs

M. Jean-Jacques Urvoas, rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. Défavorable.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Alain Vidalies, ministre délégué. Défavorable.

M. Julien Aubert. C'est un peu court, comme réponse !

(Les amendements identiques n^{os} 69, 70 et 230 ne sont pas adoptés.)

M. le président. La parole est à M. Damien Abad, pour soutenir l'amendement n° 285.

Amendement N° 230 (Rejeté)

Transparence de la vie publique

Discuté en séance le 19 juin 2013

Déposé le 17 juin 2013 par : M. Abad, M. Reiss, M. Fasquelle, M. Gosselin, M. Decool, Mme de La Raudière, M. Darmanin, M. Lazzarini



Pouvoirs publics : transparence de la vie publique (2)

ART. 10

Après [alinéa 6](#), insérer l'alinéa suivant :

« 3° ter Les fonctionnaires de catégorie A et les directeurs des administrations publiques ; ».

Exposé sommaire :

La déclaration d'intérêts doit également toucher les plus hauts représentants de l'État, comme les représentants de l'administration qui en ont la direction.

Ils doivent également faire preuve de transparence.



Jean-Jacques Urvoas, rapporteur

Défavorable.

[Laisser un commentaire](#)



Denis Baupin, président

Quel est l'avis du Gouvernement ?

[Laisser un commentaire](#)

Alain Vidalies, ministre délégué chargé des relations avec le Parlement

Défavorable.

[Laisser un commentaire](#)



Julien Aubert

C'est un peu court, comme réponse !

[Laisser un commentaire](#)

*Les amendements identiques nos **69**, **70** et **230** ne sont pas adoptés.*



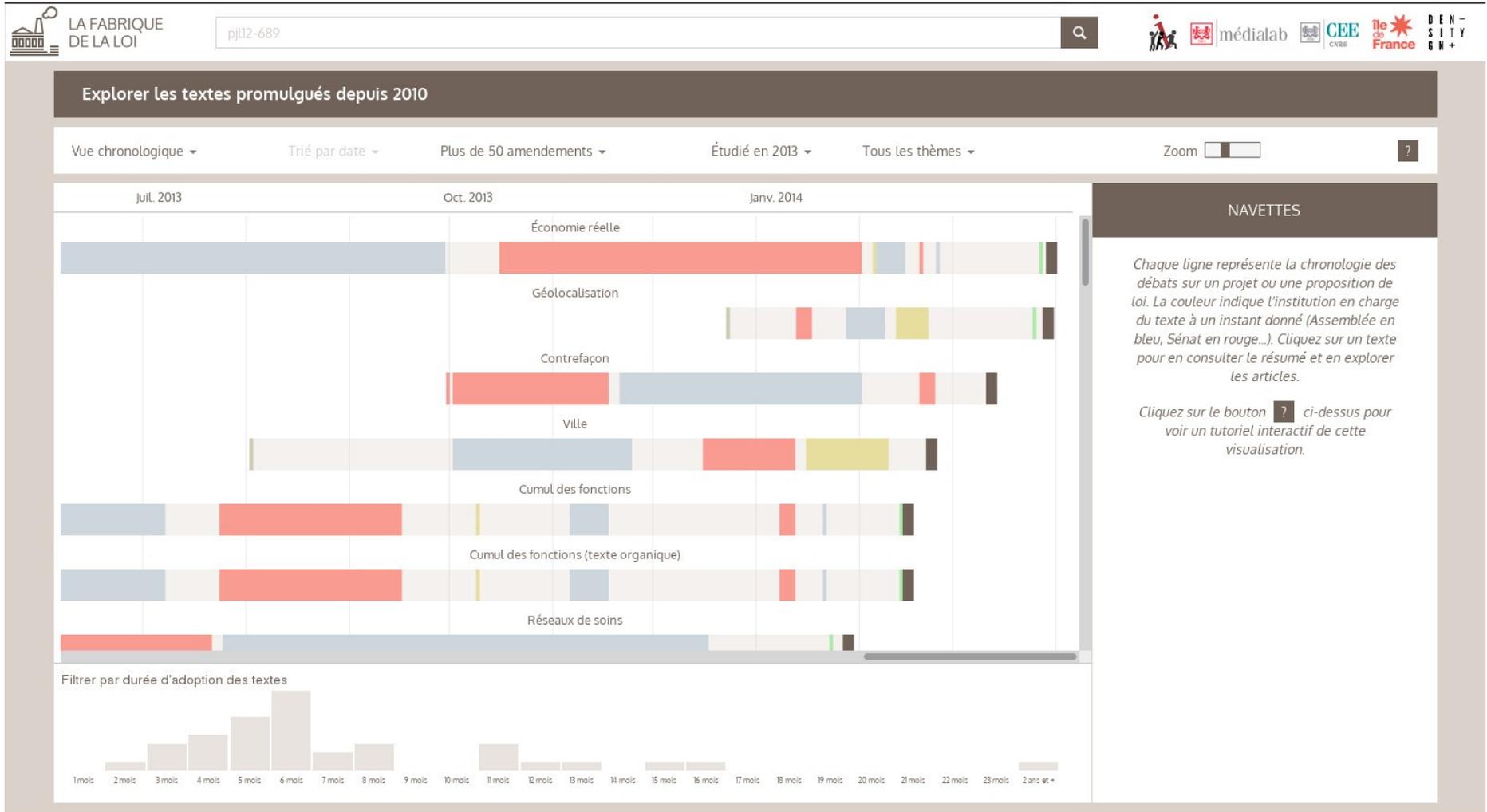
Denis Baupin, président

La parole est à M. Damien Abad, pour soutenir l'amendement n° **285**.

[Laisser un commentaire](#)



La Fabrique de la Loi : 270 lois adoptées





Suivre l'évolution du texte au Parlement

LA FABRIQUE DE LA LOI

Projet de loi relatif à la transparence de la vie publique

[Dossier Sénat](#) [Loi sur Légifrance](#)
[Dossier Assemblée](#) [Open Data](#) / [Git](#)

< Voir la chronologie du texte Vue alignée ?

Dépôt	1 ^{ère} Lecture				CMP	Nouvelle Lecture				Lect. Déf.
Gouv.	Assemblée		Sénat		CMP	Assemblée		Sénat		AN
PJL	Com.	Hém.	Com.	Hém.	Com.	Com.	Hém.	Com.	Hém.	Hém.

Article 1 bis

Titre 1
Nouvelle Lecture · Assemblée · Commission
Modifications : 32.53 %
Longueur du texte : 664 caractères

Titre 1 : Obligation de rechercher un repreneur en cas de projet de fermeture d'un établissement

Nouvelle Lecture · Assemblée · Commission

[Explorer les amendements](#)

- I. - L'article L. 1233-90-1 du code du travail est abrogé.
- II. - Au début de l'intitulé de la sous-section 5 de la section 6 du chapitre III du titre III du livre II de la première partie du même code, les mots : "Reprise de site et" sont supprimés.
- III. - Au second alinéa de l'article L. 2325-37 du même code, la référence : "l'article L. 1233-90-1" est remplacée par la référence : "la section 4 bis du chapitre III du titre III du livre II de la première partie".
- IV. - Après le 5° de l'article 4 de l'ordonnance n° 2005-722 du 29 juin 2005 relative à la Banque publique d'investissement, il est inséré un 6° ainsi rédigé :
- "6° Le produit de la pénalité mentionnée à l'article L. 773-1 du code de commerce."

À PROPOS BLOG OPENDATA SIGNALER UN BUG MENTIONS LÉGALES CONTACT



Retrouver les amendements et débats

LA FABRIQUE DE LA LOI

Projets de loi relatifs à la transparence de la vie publique

[Dossier Sénat](#) [Loi sur Légifrance](#)
[Dossier Assemblée](#) [Open Data / Git](#)

< Voir les articles du texte Vue « échiquier politique »

Dépôt	1 ^{ère} Lecture				CMP	Nouvelle Lecture				Lect. Déf.	DÉBATS
Gouv.	Assemblée		Sénat		CMP	Assemblée		Sénat		AN	
PJL	Com.	Hém.	Com.	Hém.	Com.	Com.	Hém.	Com.	Hém.	Hém.	

Présentation commune

Motion de rejet préalable

Motion de renvoi en commission

Discussion générale commune

Transparence de la vie publique

Article 1er

Après l'article 1er

LÉGENDE

GDR	SRC	ECOLO	RRDP	UDI	UMP	NI
Présidence	Rapporteurs	Gouvernement				

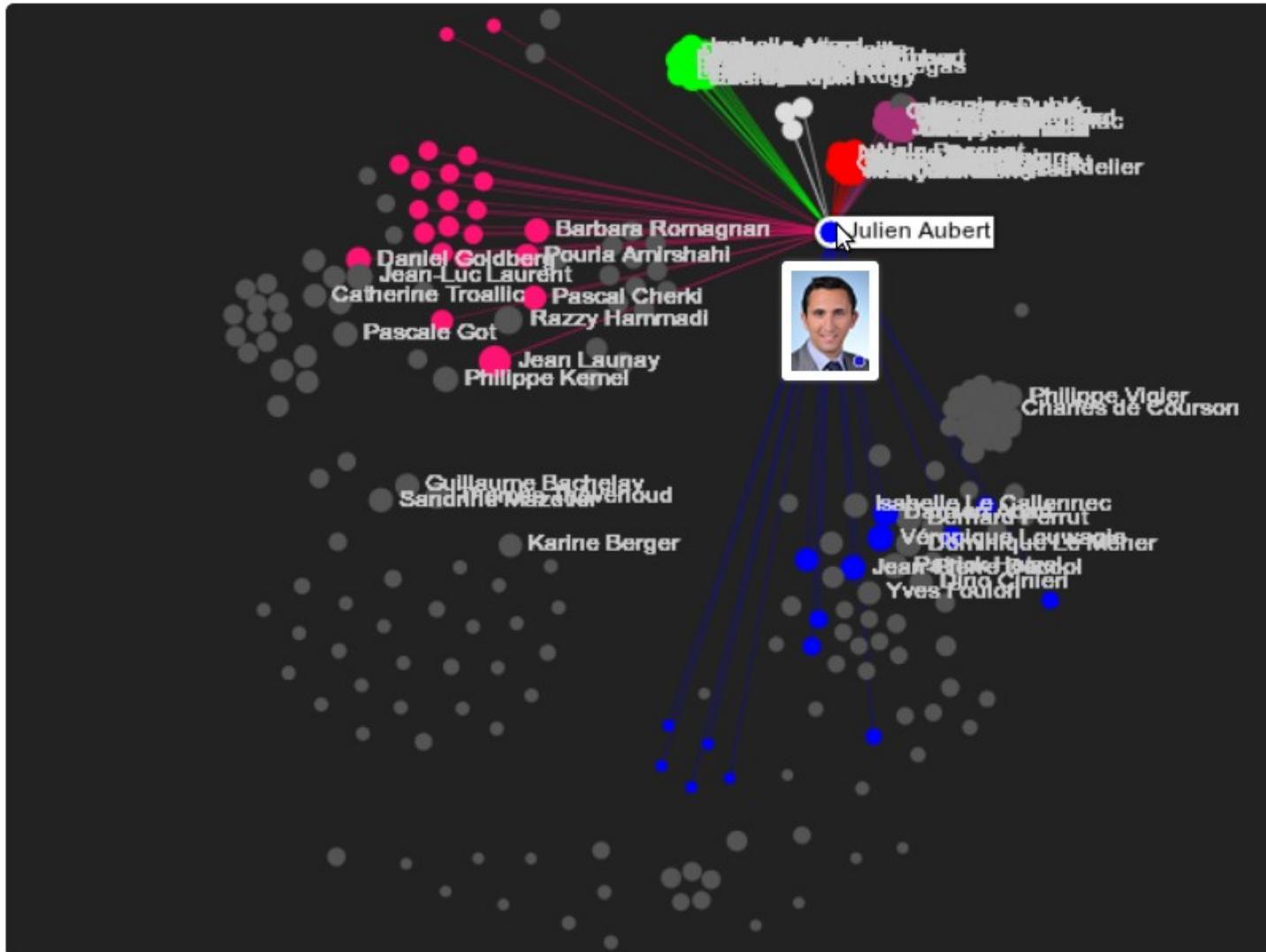
Chaque boîte représente un groupe d'orateurs intervenus dans les débats sur un sujet. La longueur indique le nombre de mots prononcés et la couleur le groupe politique. Cliquez sur une boîte pour voir la liste des orateurs et consulter le texte des débats.

Cliquez sur le bouton ? ci-dessus pour voir un tutoriel interactif de cette visualisation.

À PROPOS BLOG OPENDATA SIGNALER UN BUG MENTIONS LÉGALES CONTACT



Explorer la proximité politique par texte





Limites pratiques et techniques

Complexité à transformer les textes en données

Article 8

Le chapitre III du titre I^{er} du livre I^{er} de la deuxième partie du code général des collectivités territoriales est ainsi rédigé :

« CHAPITRE III

« [...]

« Art. L. 2113-22 et L. 2113-23. – (Non modifiés) »

missing unmodified text

missing article

deleted text

Article 10

I. – (Supprimé)

II à XIII. – (Non modifiés)

XIV. – Les 1^o et 2^o de l'article L. 5321-1 du même code sont ainsi rédigés :

« 1^o Création d'une commune nouvelle par regroupement des communes membres de l'agglomération nouvelle, en application des articles L. 2113-1 à L. 2113-3. Le choix en faveur de cette solution doit être opéré par les communes dans les deux premiers mois du délai ouvert à l'alinéa précédent. Dans le cas où les conditions de création d'une commune nouvelle fixées aux articles L. 2113-2 et L. 2113-3 ne sont pas remplies, les communes disposent d'un délai de deux mois pour opter entre l'une des deux solutions restantes ;

« 2^o Transformation en commune nouvelle, en application des articles L. 2113-2 et L. 2113-3, des communes ou portions de communes comprises à l'intérieur du périmètre d'urbanisation ; ».

XV à XVIII. – (Non modifiés)

XIX. – (Supprimé)

Projet de loi portant engagement national pour l'environnement

Repères ?

↑ Sommaire ↓ Page précédente

ERRATUM

Au rapport n° 567 (2009 - 2010)

1^o) Page 387, lire :

Articles 2 bis B à 2 bis

2^o) Page 443, lire :

Article 15

3^o) Page 491, à l'article 25, après le 14^{ème} alinéa (I bis-), insérer l'alinéa suivant :

II.- Le II de l'article 23-1 de la même loi est ainsi modifié :

4^o) Page 525, après l'article 36 bis A, insérer les lignes :

Article 36 bis

5^o) Page 535, après l'article 40 quater A, insérer les lignes :

Article 40 quater

6^o) Page 541, après l'article 44 ter, insérer les lignes :

Articles 44 quater et 44 quinquies

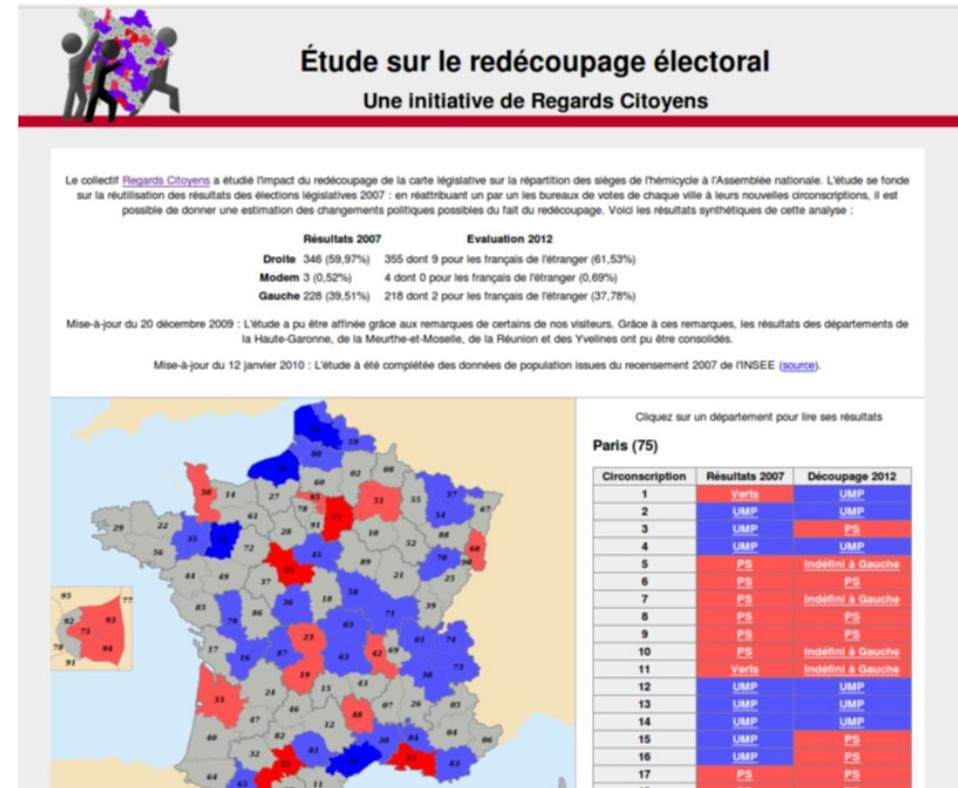
textes partiels, errata, tableaux, ...

→ 70% des textes seulement



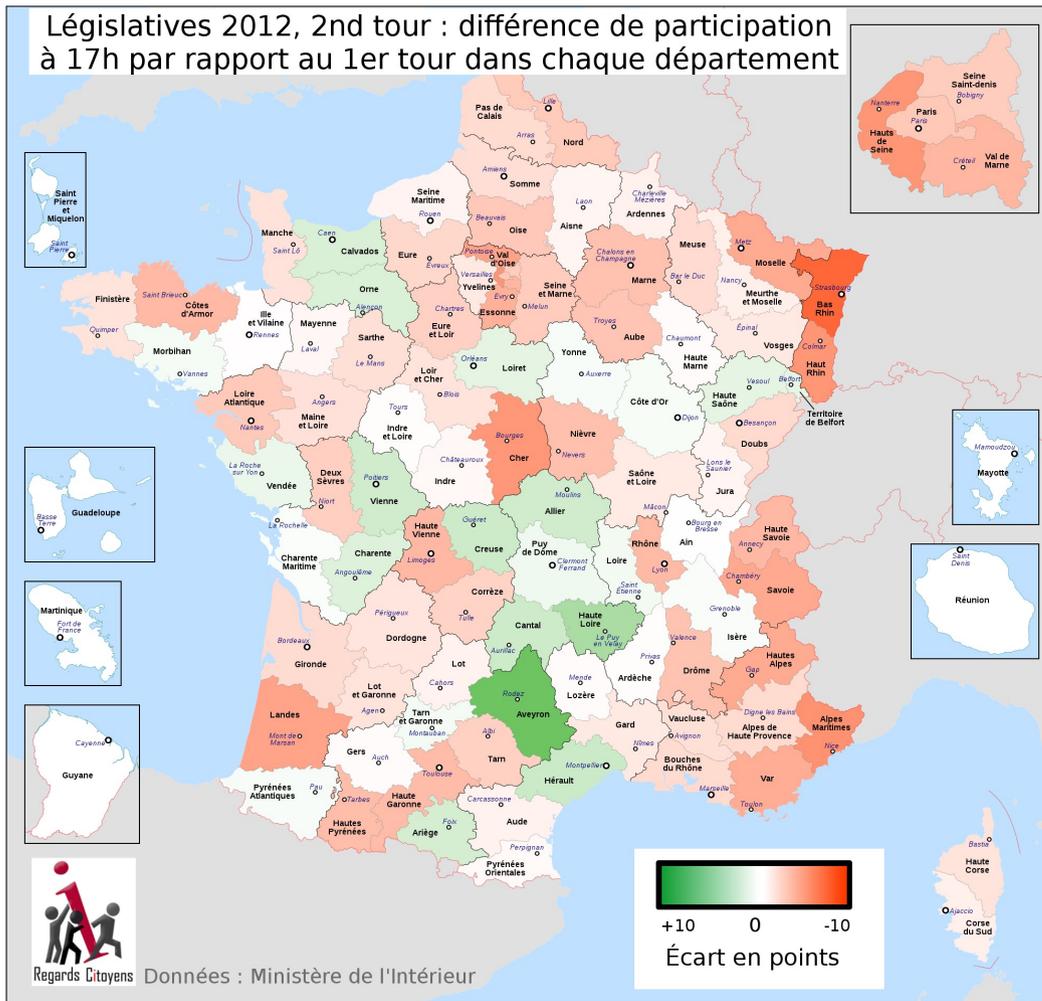
Évaluation du redécoupage électoral

- Évaluer l'impact politique du redécoupage électoral
- Accès aux résultats à la granularité du bureau de vote
- Géolocaliser les bureaux



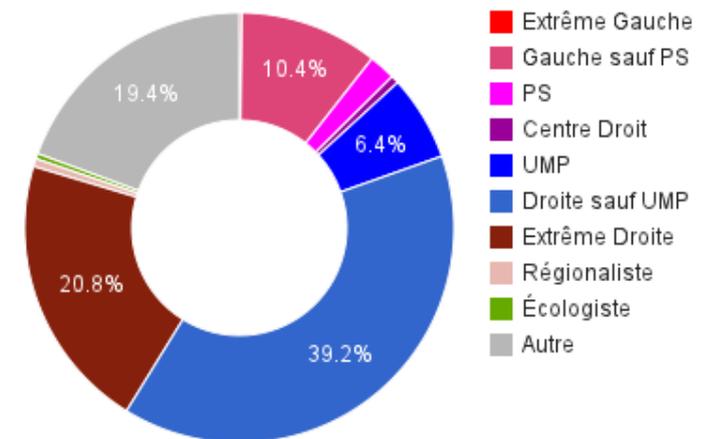


Suivre les élections en données



20:00
Résultats du 1er tour parvenus au Ministère de l'Intérieur

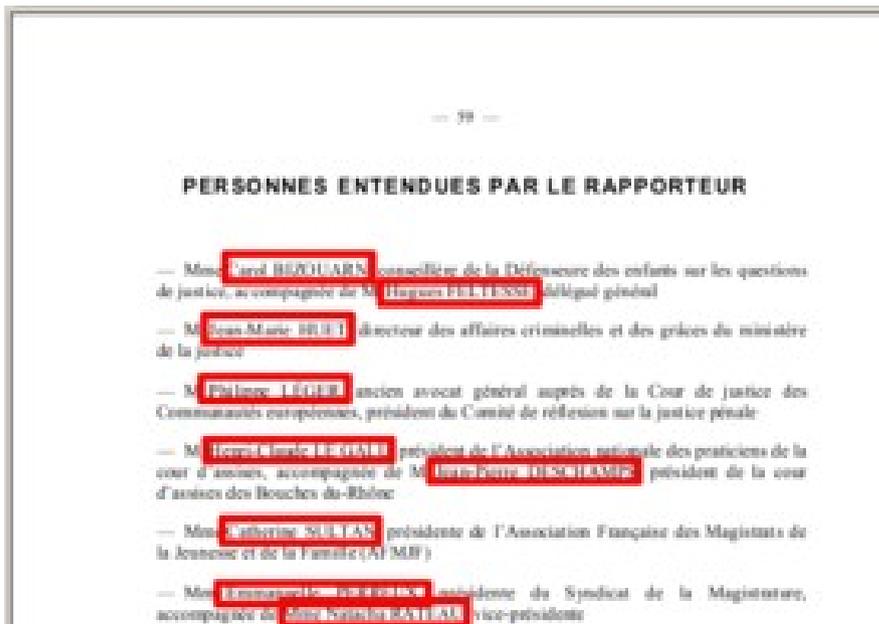
500 signatures sur environ 500 pour Marine Le Pen





Recréer des données en crowdsourcing

Extraction des lobbies à partir des listes d'auditions annexées aux rapports de l'Assemblée



RegardsCitoyens.org

TRANSPARENCE INTERNATIONALE FRANCE

Numérisons les lobbys de l'Assemblée nationale

Parce que l'influence du lobbying au sein des parlements, peu connue, suscite beaucoup de fantasmes, [Transparence Internationale France](#) et [Regards Citoyens](#) s'associent pour mieux connaître les lobbys de l'Assemblée nationale. Depuis 2007, plus de 15 000 personnes ont été auditionnées dans le cadre de rapports parlementaires.

Pour mieux qualifier ces données, nous avons besoin de vous !

Pour nous aider à cartographier ces acteurs, il vous suffit de saisir, dans le formulaire ci-dessous, le nom de la personne, identifié dans un cadre rouge, son employeur ou l'organisme qu'elle représente, ainsi que sa fonction :

Statistiques Etre averti Connexion

Top contributeurs

1. Nicoz (1455)
2. moira (974)
3. aline250 (752)
4. IsO1 (705)
5. gregoirede... (602)

[voir le Top 50](#)

Extrait d'un **rapport parlementaire** :

- M. Kee Keong Patrick KHAW, Institut de la microélectronique
- M. Charles LEE, Directeur stratégique du marketing, Institut de la microélectronique
- M. Daniel NOGUEIRA, Directeur des achats, Soitec Singapore
- M. Patrick PLANTE, Président Directeur général, Centre Thales Technologie de Singapour
- M. Bertrand STOLTZ, Directeur financier, STMicroelectronics Asia Pacific
- M. **Chor Shen TAY**, Conseil de recherche pour la science et l'innovation
- M. Keng Hwa TEO, Responsable

1174 rapports · 16860 noms · 3214 citoyens · 2 semaines



Recréer des données en crowdsourcing

Numérisation des déclarations d'intérêts manuscrites des parlementaires

 Déclaration de Franck Marlin [↗](#)

Partie 11 / 12

Activités conservées

10° Les activités professionnelles ou d'intérêt général, même non rémunérées, que le membre du Parlement envisage de conserver :

Identification de l'employeur ou de la structure sociale d'emploi	Description et modalité d'exercice de l'activité professionnelle	Rémunérations, indemnités ou gratifications perçues
SIREDON - SUDS MORANGIS	Président	Néant
CENTRE HOSPITALIER SUD-ESSONNE DOZEMAN-ETANDES	Président du conseil de surveillance	Néant
CCAS - SUDS ETANDES	Président	Néant
CAISSE des Ecoles SUDS ETANDES	Président	Néant

[Lien permanent vers cet extrait de déclaration](#)

Saisir les informations

Merci de saisir ci-dessous une ligne par activité conservée déclarée par le parlementaire.

Pour supprimer une ligne, cliquez sur le bouton « X » de la ligne correspondante.
Si le parlementaire n'a rien saisi ou a indiqué « Néant », cliquez sur le bouton « Valider le formulaire vide ».

Identification de l'employeur ou de la structure sociale d'emploi	Description et modalités d'exercice de l'activité professionnelle	Rémunérations, indemnités ou gratifications perçues
<input type="text" value="Employeur n°1"/>	<input type="text" value="Description n°1"/>	<input type="text" value="Rémunération n°1"/> ✕
<input type="text" value="Employeur n°2"/>	<input type="text" value="Description n°2"/>	<input type="text" value="Rémunération n°2"/>

[Signaler un problème](#) [Valider le formulaire vide](#) [Changer de déclaration](#)

Si vous avez le sentiment que nous avons mal détecté cette partie ou qu'il manque des informations, merci de nous l'indiquer en cliquant sur « Signaler un problème », nous vous proposerons un autre extrait de déclaration à saisir.

[Un doute ou une question ? cliquez ici pour lire les Questions Fréquentes.](#)

925 élus · 11000 extraits de PDFs · 7924 citoyens · 10 jours



De l'Open Data sans le savoir !

- Création, reconstruction des données publiques :
75% du temps de travail
- Redistribuer les données
- Plus de données publiques
→ plus d'initiatives citoyennes

OPEN DATA





Mais l'Open Data, c'est quoi ?

- Mise à disposition des données pour leur libre réutilisation :

- Du service public
- Non-personnelles
- Non soumises au secret



cc-by-sa justgrimes flickr

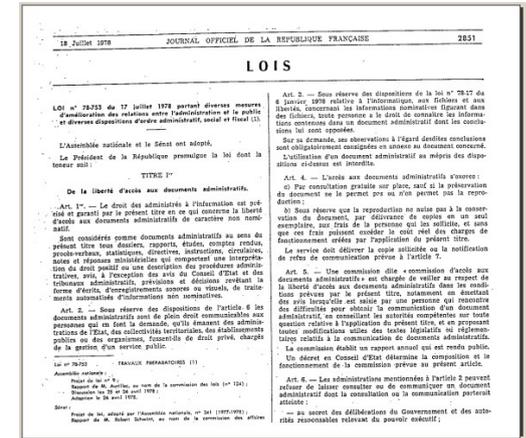
- 3 principes pour empêcher toute rupture d'égalité :

- Pas de barrière financière → données gratuites
- Pas de barrière juridique → licences libres
- Pas de barrière technique → formats ouverts



Open Data : un long cheminement français

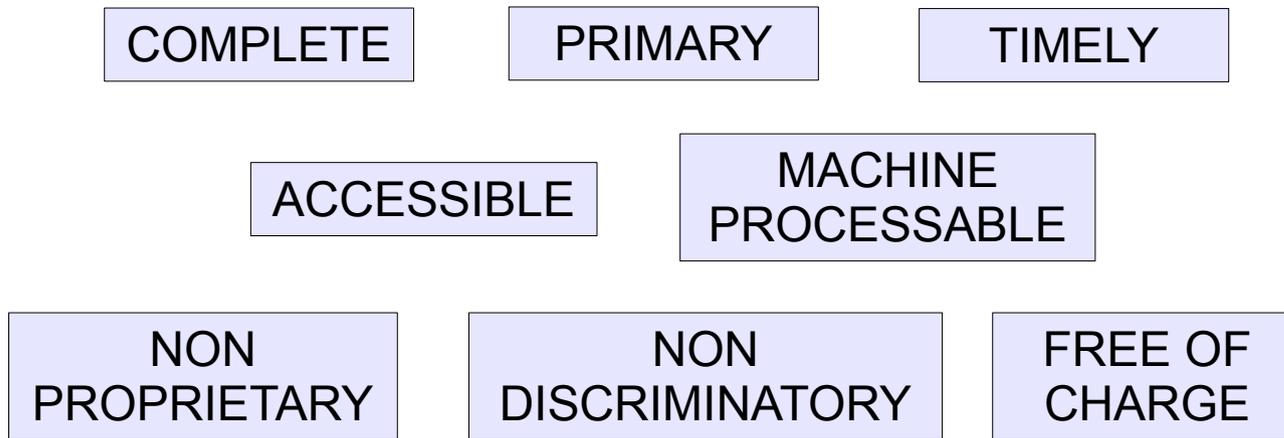
- 1978 : Loi CADA (accès)
- 2005 : Directive EU PSI (re-use)
- 2009 : OpenDataCamp Paris
- 2009 – 2010 : Rennes, Paris, ...
- 2010 : DataPublica et NosDonnées.fr
- 2011 : Étalab – data.gouv.fr v1
- 2013 : data.gouv.fr v2
- 2014 : Administrateur général des données





Open Data : des principes internationaux

- 8 principes (Conférence de Sébastopol 2007)



- 10 principes (Sunlight Foundation)
- Open Definition (Open Knowledge Foundation)
- 5 étoiles (Tim Berners Lee)



Open Data : des réflexes agiles

- « *Overcame obstacles practically by doing not debating* »
- « *For 1st phase, compromise on data, NOT licence* »
- « *OK to be rough initially, if you then improve* »

Andrew Stott, former head of data.gov.uk



Open Data : des données gratuites

- Réutilisation gratuite y compris à fins commerciales
- Placer tous les acteurs sur un pied d'égalité
- Mai 2011 : Décret Fillon
- Juil. 2013 : Rapport Trojette
- Déc. 2013 : Décision CIMAP
- Données toujours payantes
 - Marchés publics BOAMP (DILA)
 - Registre des entreprises SIRENE (INSEE)
 - Cartographie IGN

Services bénéficiaires	Recettes des redevances en 2012 (€)	Ressources totales ¹ (M€)	Part dans les ressources
Institut national de la statistique et des études économiques	9 981 000	452,8	2,2 %
Institut national de l'information géographique et forestière	9 940 748	171,2	5,8 %
Ministère de l'intérieur	3 865 282	2 737,4	0,1 %
Institut national de la propriété intellectuelle	2 744 054	208,2	1,3 %
Ministères économiques et financiers - DGFP	1 754 984	1 300,0	0,0 %
Ministères économiques et financiers - SIRCOM	200 250	5,8	3,5 %
Météo-France ²	1 585 000	387,0	0,4 %
Service hydrographique et océanographique de la marine	1 300 000	52,8	2,5 %
Direction de l'information légale et administrative	892 326	218,6	0,4 %
Service de l'observation et des statistiques	580 000	10,9	5,3 %
Agence technique de l'information sur l'hospitalisation	543 719	13,2	4,1 %
FranceAgriMer	300 000	464,7	0,1 %
Cour de cassation	264 120	7,6	3,5 %
Conseil d'État	231 508	364,4	0,1 %
Office national d'information sur les enseignements et les professions	155 143	41,0	0,4 %
Ministère de l'éducation nationale	131 091	3,8	3,5 %
Institut français du cheval et de l'équitation	81 671	15,4	0,5 %
Institut national de l'origine et de la qualité	79 265	22,9	0,3 %
Agence de services et de paiement	53 480	205,2	0,0 %
Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	16 700	215,1	0,0 %
Commission d'accès aux documents administratifs	5 000	1,0	0,5 %
Total	34 705 341	-	-

Source : Mission redevances. Données : réponses des services ; RAP 2010 à 2012 ; jaunes « opérateurs » 2010 à 2013.

LISTES DES TABLEAUX ET DES FIGURES | 108

Extrait du rapport Trojette (07/2013)



Open Data : des licences libres

- Sécuriser juridiquement les producteurs et réutilisateurs
 - Assurer la compatibilité internationale (Wikipedia, OpenStreetMap, ...)
 - Adaptées du monde du logiciel libre
- garantir la préservation des biens communs via 4 libertés :

Accéder
Réutiliser

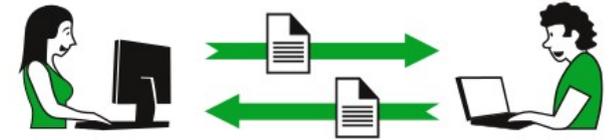
Redistribuer
Redistribuer modifié

- 2 modèles, attributif ou contributif :
 - ✓ Licence Ouverte (≈ CC-BY) → citer la source
par Etalab (attribution)
 - ✓ ODbL (≈ CC-BY-SA) → ... et redistribuer
par OKFN (share-alike / copyleft)



Open Data : des formats ouverts

- Une recette publique et accessible à tous
- Des standards établis (csv, json, xml, ical...)
- Ne pas imposer l'achat de logiciel spécifique
- Assurer la lisibilité et l'accessibilité par les machines
- Fournir des données brutes et complètes
libre aux réutilisateurs de réaliser leurs propres statistiques ou agrégations
- Proscrire la mise en forme et les feuillets des tableurs



CC-BY-SA Regards Citoyens derived from April



État des lieux sur data.gouv.fr



data.gouv.fr

[Comment ça marche ?](#) [Données](#) [Tableau de bord](#) [Dataconnexions](#) [Etabl](#) [CADA](#)

Recherche

🏠 / Jeux de données 1 à 20 sur 14335

🔍 Licenses

Licence Ouverte / Open Licence	12148
Open Data Commons Open Database License (ODbL)	1445
License Not Specified	331
Other (Attribution)	207
Other (Open)	99
Creative Commons Attribution Share-Alike	30
Other (Public Domain)	18
Creative Commons Attribution	16
Creative Commons CCZero	12
Open Data Commons Public Domain Dedication and Licence (PDDL)	2

📄 Formats

api	6700
gzip	4429
viz	4306
xls	4162
csv	2757
json	1440
tsv	1371
shp	910
html	813
ods	316



Quelques mauvais exemples (1)

sirene.fr

Fournisseur officiel d'information sur chacune des 9 millions d'entreprises.
Un service de l'Insee.



Vos besoins, nos solutions

Comment bien utiliser sirene.fr ?

Tarifs et abonnements

> Accueil > Tarifs et abonnements > **Tarifs de l'abonnement en rediffusion**

Tarifs de l'abonnement en rediffusion



Arrêté du 29 janvier 2014 relatif à la mise à disposition du public, pour un usage de rediffusion, de la base de données électronique de l'Institut national de la statistique et des études économiques dénommée Sirene® (Format PDF, 131 Ko)

Base initiale

Abonnement

Redevances

Prix de mise à disposition de la base Sirene® complète : 70 374 €

En rediffusion, la seule sélection possible est le département pour la licence R2b départementale.

Chaque département est classé dans une zone tarifaire ; pour la connaître, consulter le tableau 2, puis revenir au tableau 1 pour avoir le tarif correspondant à la mise à disposition initiale.

Tableau 1

Classes de prix	Prix de mise à disposition
Classe 1	35 513 €
Classe 2	10 986 €
Classe 3	6 994 €
Classe 4	4 384 €
Classe 5	2 251 €



Quelques mauvais exemples (2)

The screenshot shows the SNCF Open Data website interface. At the top, there is a navigation bar with the SNCF logo, 'OPEN DATA', and menu items: ACTUALITÉS, INNOVATIONS, API, DONNÉES, À PROPOS, INSCRIPTION, and CONNEXION. Below the navigation bar is a search bar with the placeholder text 'Trouver un jeu de données...' and a 'Dernière modification' dropdown menu. The main content area displays four data sets, each with a title, description, metadata, and navigation options.

RÉPARTITION PAR ÂGE DE L'EFFECTIF (SOCIAL, RESSOURCES HUMAINES)
Répartition par âge de l'effectif au 31 décembre depuis 2010.
Producteur: Direction cohésion & ressources humaines
Licence: SNCF Open Data
Données: 191 éléments
Tableau, Analyse, Export

CARTOGRAPHIE OPENSTREETMAP DES GARES SNCF EN RÉGION LORRAINE (EQUIPEMENT, GÉOLOCALISATION, GARE DE VOYAGEURS, LORRAINE, OPENSTREETMAP)
Cartographie OpenStreetMap des gares en région Lorraine.
Producteur: OpenStreetMap
Licence: Open Data Commons Open Database License (ODbL)
Données: 124 éléments
Tableau, Carte, Analyse, Export

VALEURS NATIONALES DE RÉFÉRENCE DE RISQUE FERROVIAIRE ÉTABLIES PAR LA COMMISSION EUROPÉENNE (SÉCURITÉ, ACCIDENTS, UNION EUROPÉENNE)
Valeurs nationales de référence de risque ferroviaire établies par la Commission européenne en fonction des performances de chaque État membre dans le secteur ferroviaire.
Producteur: Commission européenne
Données: 26 éléments
Tableau, Analyse, Export

NOMBRE DE BORNES D'APPEL PAR GARE TRANSILIEN (EQUIPEMENT, GARE DE VOYAGEURS, ÎLE-DE-FRANCE)
Nombre de bornes d'appel d'urgence présentes dans les gares du réseau Transilien.
Producteur: Transilien
Licence: SNCF Open Data
Données: 401 éléments
Tableau, Analyse, Export



Quelques mauvais exemples (3)



[ACCÉDER AUX DONNÉES](#)
[COMPRENDRE LA DÉMARCHE](#)
[DÉCOUVRIR LES ACTEURS](#)
[CONNAÎTRE NOS LICENCES](#)

TROUVER **UNE DONNÉE** ex : chantier, transport, cadastre RECHERCHER

[Accueil](#) > [Connaître nos licences](#)

CONNAÎTRE NOS LICENCES

Dans le cadre de sa [démarche d'ouverture des données publiques](#), le Grand Lyon a fait le choix de proposer trois licences définissant les droits et les devoirs des réutilisateurs des données.

- Une **licence ouverte**, sans condition dans la réutilisation, la licence Etalab, qui concerne 99% des données.
- Une **licence engagée** avec authentification des réutilisateurs ([annexe 2](#)), visant à s'assurer que les réutilisations soient compatibles avec les politiques publiques. Il s'agit d'éviter, par exemple, que le trafic routier soit envoyé devant des écoles parce que l'axe principal situé dans une rue parallèle est indiqué saturé. Cette licence permet des échanges entre le Grand Lyon et les réutilisateurs afin de mieux connaître les usages prévus et mieux comprendre les données.
- Une **licence associée** visant à garantir un écosystème concurrentiel équitable, en évitant la formation de monopoles. Pour cela, cette licence outre l'authentification du réutilisateur ([annexe 2](#)), introduit la possibilité d'une redevance en fonction d'un seuil élevé du taux de pénétration du produit ou du service créé ([annexe 3](#)). En cas de position tendant à devenir monopolistique la redevance est élevée. Cette licence n'intègre aucun frais fixes afin d'éviter toute barrière à l'entrée pénalisante pour les petits acteurs. Elle vise à protéger les PME innovantes et acteurs de tailles modestes et favoriser leur développement.

	LICENCE OUVERTE	LICENCE ENGAGÉE	LICENCE ASSOCIÉE
Utilisation commerciale de données	✓	✓	✓
Mention de la source et de la date de mise à jour	✓	✓	✓
Déclaration sur l'usage de la donnée	✗	✓	✓
Authentification nécessaire avant téléchargement	✗	✓	✓
Possibilité d'une redevance	✗	✗	✓



Quelques mauvais exemples (4)

STL 40 Société de transport de Laval

A- A+ | Accueil | Connexion | FAQ | Carrières | Nous rejoindre | English

Recherche...

J'aime 1 k

PARCE QUE VOTRE TEMPS COMPTE

Horaires et trajets | Services et tarifs | Infos STL | STL Synchro | STL mobile | Ma STL | Transport adapté

2012-03-25 | 6°C | 20:12:50

Accueil » » STL mobile » Données ouvertes

PARTAGER

- FAQ
- Conditions d'utilisation
- Données ouvertes
- Concours

Données ouvertes

* Prénom :

* Nom :

* Courriel :

* Conditions d'utilisations

Conditions d'utilisation

La STL vous octroie par la présente les droits non-exclusifs, limités et révocables d'utilisation, de reproduction et de redistribution des informations portant sur les horaires et tracés d'autobus (informations) en format GTFS, assujettis aux termes suivants :

La STL conserve tous les droits, titres et intérêts de quelque nature sur les informations, y compris sans restreindre la généralité qui précède, ses droits sur la propriété intellectuelle liée aux



Quelques mauvais exemples (5)

COMPTE DE RÉSULTAT DU FONDS DE SÉCURITÉ SOCIALE DES DÉPUTÉS (SSD)

CHARGES	2014		2013		PRODUITS	2014		2013	
CHARGES EXTERNES					COTISATIONS	8 086 280		8 299 455	
Honoraires	0	0			Cotisations assurance complémentaire	552 738		569 595	
					Contribution sociale généralisée	7 513 980		7 708 546	
					Cotisations pour ordre	18 203		20 266	
					Cotisations volontaires	1 359		1 047	
PRESTATIONS	12 060 734	10 731 021			CONTRIBUTIONS				
Prestations maladie-maternité	9 038 652	(1) 7 908 912			Contributions de l'A.N.	3 695 174		3 709 180	
Prestations décès	613 720	634 081							
Prestations action sanitaire et sociale	173 126	(1) 135 053							
Prestations caisse complémentaire	2 235 234	(1) 2 052 975							
AUTRES CHARGES COURANTES	1 481 189	1 508 949			AUTRES PRODUITS COURANTS	789 295		91 510	
Remboursements de cotisations	0	0			Prestations à charge de tiers	0		0	
Achats de droits de séjours longs	0	0			Reversement au titre de la DGH	45		46 120	
Redevances de gestion	761 372	784 741			Produits divers de gestion courante	65 042		45 390	
Charges diverses de gestion courante	0	0			Reprise de provisions	724 208		0	
Dotation aux provisions	719 817	(1) 724 208							
CHARGES FINANCIÈRES	0	0			PRODUITS FINANCIERS	605 787		464 951	
					Produits de cession de placements court terme	0		0	
					Autres intérêts et produits assimilés	605 787		464 951	
CHARGES EXCEPTIONNELLES	90	21			PRODUITS EXCEPTIONNELS	1 098		9 640	
Valeur nette comptable des immobilisations financières cédées	0	0			Produits sur sorties d'actifs financiers	0		0	
Autres charges exceptionnelles	90	21			Autres produits exceptionnels	1 098		9 640	
Résultat de l'exercice (excédent)			334 745		Résultat de l'exercice (déficit)		364 379		
TOTAL	13 542 013	12 574 736			TOTAL	13 542 013		12 574 736	

(1) y compris reclassement en 2013 des charges à payer de prestations sociales en provisions pour charges (cf page 23).



Quelques mauvais exemples (6)

Recherche... OK

 ASSEMBLÉE NATIONALE

Les députés Dans l'Hémicycle Commissions et autres instances Documents parlementaires Europe et international Découvrir l'Assemblée Informations pratiques

Accueil > Budget > Loi de fin... > Réserve parlementaire

Répartition de la réserve parlementaire en 2013

Recherche et tri

Choisir un député ou un groupe : Tous Trier par : Bénéficiaire OK

1 2 3 4 5 6 110 Suivant >

Bénéficiaire	Montant (€)	Député(e) ou groupe ayant demandé la subvention	Département
100% sport et loisirs	1 000 €	CINERI Dino (UMP)	Loire
1496* Section des Médailleurs Militaires	1 000 €	MARC Alain (UMP)	Aveyron
1686* Section des Médailleurs Militaires Meyerheim quartier Dio	1 000 €	SORDI Michel (UMP)	Haut-Rhin
2000 Danses	2 000 €	CLEMENT Jean-Michel (SRC)	Vienne
35th = Santa Fe = Division in Normandy	1 500 €	GOSSELIN Philippe (UMP)	Manche
37e parallèle	14 000 €	GILLE Jean-Patrick (SRC)	Indre-et-Loire
4Chem1 Evolution	4 000 €	GUIGOU Elisabeth (SRC)	Seine-Saint-Denis
4H Tarare	1 000 €	VERCHERE Patrice (UMP)	Rhône
6ème continent	5 000 €	TOURAINÉ Jean-Louis (SRC)	Rhône
8 POOL PASSION ARDENNES	1 000 €	WARSMANN Jean-Luc (UMP)	Ardennes



Quelques mauvais exemples (7)

Objets-Trouves (1).xls - LibreOffice Calc

Fichier Édition Affichage Insertion Format Outils Données Fenêtre Aide

Arial 10

H10 $f(x)$ Σ = Pour information la colonne I signifie Identifié et NI non identifié : cette distinction repose sur

	A	B	C	E	F	H	I	J	K	M	N	O
1	Période du	###	au	31/10/2014								
2		Déposés		Restitués Perdants		Taux		Restitués Inventeurs		Taux		Taux glob
3		I	NI	I	NI	I	NI	I	NI	I	NI	
4	Valeur	122	1601	96	287	78,69%	17,93%	0	1	0,00%	0,06%	22,29
5	Autre	16784	28920	8021	1424	47,79%	4,92%	1	0	0,01%	0,00%	20,67
6	Total	16906	30521	8117	1711	48,01%	5,61%	1	1	0,01%	0,00%	20,73
7												
8												
9												
10												
11												
12												
13												

Type d'objets Lieux Genre Restitutions +

Rechercher

Feuille 1 / 4 PageStyle_Type d'objets STD Somme=0



Merci de votre attention

Désormais à vous de jouer !

<https://lite6.framapad.org/p/formation-opendata-ena>



<http://RegardsCitoyens.org>

[@RegardsCitoyens](#)